

Le réveil de l'Europe face à l'« America First »

Les dirigeants européens se mobilisent à Davos pour contrer l'isolationnisme de Donald Trump

DAVOS (SUISSE) - envoyée spéciale

Une bouffée d'euphorie s'est emparée du petit monde de Davos (Suisse), mercredi 24 janvier, à l'issue d'une journée qui a vu plusieurs dirigeants de pays de l'Union européenne (UE), Emmanuel Macron en tête, monter à l'assaut, aussi solidaires qu'un pack de rugby, pour porter le flambeau d'une version européenne de la mondialisation. L'équipe de Donald Trump commençait de son côté à préparer la contre-attaque, à la veille de l'arrivée du président américain.

Les participants, venus nombreux écouter le président français, nouvelle star de la politique internationale, sont allés dîner après avoir fait une ovation debout à ce jeune dirigeant « passionné », « optimiste », qui leur a livré – longuement – la vision qu'ils attendaient, celle d'une globalisation à visage humain.

Ce n'est pas le hasard mais bien la volonté des organisateurs de ce Forum économique mondial de mettre l'UE en valeur qui a fait se succéder en séance plénière quatre chefs d'Etat et de gouvernement du Vieux Continent dans la seule journée de mercredi. S'il avait mis la Chine à l'honneur en 2017, le professeur Klaus Schwab, fondateur et grand ordonnateur du Forum, considérerait que le moment était venu de donner un coup de pouce à une Europe qui a renoué avec la croissance économique et qui résiste tant bien que mal à la montée du populisme.

Comme dans les grands shows, le spectacle avait été prévu crescendo. Premier Européen à intervenir dans la matinée, le roi Felipe d'Espagne aurait pu se contenter d'un discours royal ; il a choisi, après avoir réitéré sa ligne de fermeté sur la crise catalane, de clore son discours par un vigoureux appel à l'approfondissement et à la refondation de l'UE. « Pour

l'Espagne, a souligné le souverain, l'Europe n'est pas un projet extérieur ; c'est l'expression la plus complète de notre projet national. »

Remarquable unanimité

Après lui, le premier ministre italien, Paolo Gentiloni, homme d'un naturel plutôt calme et réservé, n'a pas résisté à la tentation de se démarquer du président Trump lorsque la question lui a été posée. « Les dirigeants ont le droit de défendre leur pays, leurs citoyens et leur économie, mais il y a une limite, a-t-il dit : le cadre des traités et des règles multilatérales dans lequel nous vivons. Il faut relancer l'Europe, pour qu'elle ait

un rôle géopolitique dans la région et dans le monde. S'il y a un vide à combler, l'Europe le comblera. »

La chancelière allemande, Angela Merkel, elle, a attaqué d'emblée, sans s'embarasser de circonvolutions. Elle a évoqué ses difficultés de politique intérieure et le « poison du populisme de droite », pour dire que « le repli sur soi ne résoudra pas nos problèmes : la réponse n'est pas le protectionnisme ». L'élection de M. Macron, a-t-elle souligné, « a donné un nouvel élan à l'Europe, qui nous a renforcés ».

M^{me} Merkel a salué comme « très importante » la création du Fonds européen de défense, car l'Europe avait pris l'habitude de « se reposer sur les Etats-Unis ». « Mais à présent que les Etats-Unis se concentrent sur eux-mêmes, a-t-elle ajouté, nous devons prendre notre destin entre nos mains. » Comme M. Macron après elle, elle a longuement insisté sur la nécessité de bâtir un secteur numérique européen qui ne laisse personne

« A présent que les Etats-Unis se concentrent sur eux-mêmes, nous

devons prendre notre destin entre nos mains »

ANGELA MERKEL
chancelière allemande

sur le bord de la route : « Une sorte d'économie sociale de marché dans le numérique. »

Avec une remarquable unanimité, tous ces dirigeants européens, de même que l'Indien Narendra Modi et le Canadien Justin Trudeau la veille, puis le numéro deux chinois Liu He mercredi, ont mis l'accent sur la nécessité de poursuivre la mondialisation tout en la corrigeant, sur les vertus du système multilatéral et sur les vices du protectionnisme.

Autant d'angles d'attaque en contradiction ouverte avec les positions du président Trump, qui doit prendre la parole vendredi.

Dans un entretien accordé à la télévision suisse mercredi soir, M. Macron a affirmé qu'il avait insisté au téléphone auprès de M. Trump pour qu'il vienne à Davos. « C'est important qu'il se confronte aux idées, au débat », a-t-il expliqué.

« Trump est imprévisible »

Confrontation ou affrontement ? A en juger par l'argumentaire présenté dès mercredi matin aux journalistes à Davos par le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, et le secrétaire au commerce, Wilbur Ross, si l'administration Trump a choisi de déployer à Davos « la plus grosse délégation américaine jamais envoyée » au Forum, c'est bien pour contrecarrer ce qui est devenu le discours dominant sur la scène internationale. « Nous sommes open for business, la croissance

économique américaine profite au reste du monde et nous avons des relations commerciales formi-

dables à travers le monde », a affirmé M. Mnuchin.

Les critiques de M. Trudeau ? C'est pour faire pression sur Washington dans ses propres négociations sur l'Alena, le traité de libre-échange d'Amérique du Nord. La lettre des ministres européens au Trésor américain s'inquiétant, en décembre 2017, des effets de la réforme fiscale ? « Se plaindre de réductions fiscales et les présenter comme des barrières tarifaires, voilà un drôle de concept ! », ironise Wilbur Ross. Les critiques de M. Modi ? « Certains pays sont très bons sur la rhétorique du libre-échange, mais en réalité ils sont protectionnistes », rétorque encore M. Ross. Et puis, pour M. Mnuchin, « America First, ça veut aussi dire travailler avec le reste du monde ».

Plusieurs participants ont l'intention de quitter Davos avant le discours du président américain.

Et pourtant, à entendre sa secrétaire aux transports, Elaine Chao, Davos « devrait être flatté » de la venue de cet hôte : « C'est même un compliment ».

Le président Macron, lui, a l'anti-trumpisme beaucoup plus discret que ses collègues européens – il est même invité à Washington en avril. « J'ai une relation personnelle forte avec lui et des désaccords sur la méthode, a-t-il dit à la télévision suisse. Trump est imprévisible, il cherche l'escalade. Quand on est la première puissance mondiale, être imprévisible ça peut insécuriser des gens. Mais moi, je ne l'ai jamais pris en flagrant délit d'incohérence sur les objectifs recherchés. »

Croisé dans les couloirs du Forum, l'ancien chef de la diplomatie d'Obama, John Kerry, se dit « profondément troublé » par ce qui se passe à la Maison Blanche, mais veut croire que les dégâts sur la relation transatlantique seront limités : « C'est un défi, reconnaît-il. Mais nous nous en sortirons. » ■

SYLVIE KAUFMANN

A Davos, Macron veut « redonner du sens à la mondialisation »

Pour le chef de l'Etat, « les extrémistes gagneront dans dix ou quinze ans dans tous les pays » si rien n'est fait pour partager les richesses

DAVOS (SUISSE) - envoyé spécial

T rès attendu à Davos, Emmanuel Macron ne s'est pas contenté de jouer au bon élève devant les participants du 48^e Forum économique mondial, venus l'écouter en nombre lors d'une visite de quelques heures, mercredi 24 janvier. Si le chef de l'Etat a vanté les réformes qu'il a entamées dans l'Hexagone, il a surtout exhorté les chefs d'entreprise à « redonner du sens à la mondialisation » sous peine de voir les peuples se révolter.

Accueilli comme une star, Emmanuel Macron a commencé son discours en anglais, la langue des investisseurs, pour faire le service après-vente des mesures économiques et sociales adop-

tées depuis le début de son quinquennat. Réforme du code du travail, diminution de l'impôt sur les sociétés, mise en place d'une « flat tax sur le capital »... « *France is back!* », s'est exclamé le président français, reprenant une antienne éprouvée lundi devant 140 PDG de multinationale qu'il avait réunis au château de Versailles. « *La France est*

réconciliée avec la mondialisation, l'économie, le succès », a ajouté le chef de l'Etat dans un entretien à la chaîne de télévision suisse RTS.

Mais là n'était pas l'essentiel. Repassant au français, Emmanuel Macron s'est ensuite livré à une vigoureuse critique des pratiques de certaines entreprises ou de certains Etats. « *La mondialisation traverse une crise majeure. Si nous ne lui redonnons pas un sens (...), les extrémismes gagneront dans dix ou quinze ans dans tous les pays* », a averti le président français, qui est perçu dans les milieux économiques comme l'homme qui a su repousser la menace du Front national, un épouvantail pour les investisseurs.

« La croissance reste un moyen »

Brocardé comme « *libéral* » par ses opposants, le chef de l'Etat a au contraire livré un plaidoyer pour une croissance plus inclusive. « *La croissance économique n'est pas une finalité en soi (...), ça reste un moyen* », a-t-il lancé devant un parterre de PDG où se trouvaient notamment les Fran-

çais Patrick Pouyanné (Total), Maurice Lévy (Publicis), Jean-Charles Decaux (Decaux) ou Isabelle Kocher (Engie). Reprenant sans la nommer une étude présentée en ouverture du Forum par l'ONG Oxfam, le chef de l'Etat a fustigé les « *1 % les plus riches* » qui concentrent toujours plus de richesses sur la planète.

Persuadé que l'« *approche multilatérale* » est la seule permettant de répondre aux défis actuels, à rebours des tentatives isolationnistes du président américain, Donald Trump, Emmanuel Macron a appelé les entreprises à « *refonder un vrai contrat mondial* » avec les gouvernements et à en finir avec la « *course au moins-disant* » qui anime certaines d'entre elles.

« *Quand on regarde le droit social, le fiscal, ces sujets qui fondaient le cœur d'un Etat, nous avons un affaiblissement continu* », a-t-il déploré, ajoutant que, « *si on recherche un avantage comparatif, on est toujours tiré vers le bas* ».

Défense des biens communs

Prenant l'exemple des GAFA (Google, Apple, Facebook et

Amazon), M. Macron a demandé aux multinationales de « *renoncer à l'optimisation fiscale à tous crins* » et appelé les gouvernements à se coordonner pour que les géants du numérique « *paient des impôts* ». Il pense aussi nécessaire que les entreprises défendent ce qu'il appelle les « *biens communs* » (éducation, santé, environnement, etc.). A chaque fois que l'une d'elles investit 1 euro pour son activité dans un pays en développement, elle doit investir un autre euro dans l'éducation des enfants, a-t-il intimé.

Enfin, M. Macron a terminé en appelant les entreprises à faire davantage en matière de « *partage de la valeur* ». « *Les entreprises qui durent, ce sont celles qui ont des stratégies d'intéressement* », a-t-il expliqué. Il a été moins convaincant quand il a invité les pays à « *arrêter cette tendance à détricoter le droit social* », alors qu'il s'était vanté quelques minutes auparavant d'avoir « *flexibilisé* » le droit du travail en France. Dans un monde globalisé, on est toujours le moins-disant de quelqu'un d'autre. ■

CÉDRIC PIETRALUNGA